

Les projets démographiques de Joe Biden

Article rédigé par *Revue Conflits*, le 26 décembre 2020

Source [Revue Conflits] La démographie est un sujet essentiel pour le futur des États. C'est pourquoi le projet de réforme des prestations sociales et familiales voulu par Joe Biden touche non seulement le présent mais aussi l'avenir des États-Unis. Bien que peu de monde s'y intéresse, ce projet de démographie est fondamental pour le pays.

Article du [Acton Institute](#). Traduction de [Conflits](#).

Le président élu Joe Biden devrait soutenir les prestations fédérales de congé payé pour les employés. On peut se demander si un tel programme peut être adopté par un Sénat républicain. A moins que les démocrates ne reçoivent l'aide de certains conservateurs malavisés, qui ont poussé leur propre version des congés payés dans l'illusion que le gouvernement pourrait d'une manière ou d'une autre s'impliquer dans ce domaine de notre vie sans accroître la taille et la portée du gouvernement.

Passons en revue les enjeux, car les arguments en faveur d'un programme fédéral de congés payés sont fondés sur des informations déformées et de mauvaises hypothèses.

Le président élu Biden n'a pas donné beaucoup de détails sur sa vision d'un programme de congés payés. Nous savons, grâce au site web de sa campagne, qu'il est favorable à 12 semaines de congés payé pour tous les travailleurs afin de s'occuper de toutes sortes de besoins familiaux. Il est facile de supposer que Biden soutiendrait probablement la principale proposition démocrate, un programme appelé « Family Act ». Ce plan offrirait aux travailleurs 12 semaines de congés et couvrirait les deux tiers de leur salaire. Il serait financé par une taxe sur les salaires de 0,4 %, soit 4 dollars par semaine.

Maintenant, l'insistance des démocrates pour que nous adoptions un programme fédéral de congés payés peut conduire beaucoup de gens à penser que les entreprises américaines n'offrent pas du tout de congés payés à leurs employés. En fait, un point de discussion que tous les partisans du programme fédéral aiment à répéter est que les États-Unis sont la seule nation industrialisée sans programme national de congés payés. Bien que cela soit vrai, il n'est pas vrai qu'aucun travailleur américain ne bénéficie de congés payés.

Premièrement, selon le [Bureau of Labor Statistics](#), 17 % des travailleurs ont accès à un programme de congés payés, soit une augmentation par rapport au 13 % d'il y a deux ans. Toutefois, ce chiffre est particulièrement trompeur, car il sous-estime fortement le nombre réel de travailleurs qui bénéficient d'un congé payé. Les méthodes d'enquête particulières du BLS exigent que les congés payés existent séparément des « congés de maladie, vacances, congés personnels ou congés d'invalidité de courte durée dont dispose l'employé ». Une comptabilité correcte, qui utilise plusieurs enquêtes gouvernementales sur les avantages des travailleurs, révèle qu'une majorité de travailleurs ont accès à des congés familiaux payés, et que trois sur quatre qui prennent un congé au cours d'une année donnée reçoivent un salaire complet ou partiel.

En d'autres termes, nous sommes peut-être le seul pays sans programme fédéral de congés payés, mais nous sommes aussi le seul pays à disposer d'un vaste réseau d'entreprises en expansion qui offrent des avantages tels que des programmes de congés payés qui sont souples, accommodants et souvent plus généreux que le plan que les démocrates ont à l'esprit.

La raison en est extrêmement simple. Les avantages des congés payés pour les familles et les jeunes parents sont bien documentés. De nombreuses entreprises comprennent qu'elles gagnent à offrir ce type d'avantages à leurs travailleurs, car cela conduit à des employés plus satisfaits, à un taux de rotation du personnel plus

faible et à une plus grande productivité. Mais cela ne signifie pas que cet avantage doit être imposé, fourni ou subventionné par le gouvernement.

Il existe de nombreuses publications sur l'impact négatif des politiques publiques de congés payés sur les salaires des femmes, leurs perspectives d'avancement et l'emploi en général. La mise en œuvre de ces politiques ici ne ferait qu'imiter une politique qui a déjà échoué ailleurs. Les preuves au niveau international sont accablantes.

Prenons le cas du Danemark. Son gouvernement offre 52 semaines de congés payés et d'autres avantages généreux et favorables pour les familles. Mais même au paradis, rien n'est gratuit. Une étude fréquemment citée montre que si les salaires des hommes et des femmes ont augmenté à peu près au même rythme avant d'avoir des enfants, les mères ont vu leurs revenus diminuer rapidement de près de 30 % en moyenne ; les hommes n'ont pas eu de problème. Les femmes pourraient également être moins enclines à travailler et, si elles ont toujours un emploi, gagner un salaire moins élevé et travailler moins d'heures. Les femmes sont également gravement sous-représentées dans les postes de direction.

Certaines personnes affirment que le congé payé n'est qu'un aspect de l'équation : pour que les femmes puissent bénéficier pleinement des congés payés, le gouvernement doit également subventionner les services de garde d'enfants. C'est faux. Un document récent examinant 50 ans de données autrichiennes montre que l'expansion généreuse des congés payés, même lorsqu'elle est associée à de généreuses prestations de garde d'enfants, « n'a eu pratiquement aucun impact sur la convergence des sexes ». En d'autres termes, ceux qui prétendent que les prestations sont nécessaires pour combler tout écart réel ou imaginaire entre les sexes sur le lieu de travail devraient trouver un autre moyen.

Pour comble de l'injure, la plupart des programmes de congés payés seraient financés par une augmentation des charges sociales, une taxe particulièrement pénalisante pour les femmes peu qualifiées. C'est important car le prix de la loi sur la famille annoncé par les démocrates – une taxe sur les salaires de 0,4 % ou 4 dollars par semaine, par travailleur, en moyenne – est extrêmement trompeur. Comme le montre Rachel Greszler de la [Heritage Foundation](#), en réalité, après avoir pris en compte l'augmentation des comportements d'absentéisme en réaction au programme plus généreux, le coût s'élève à 200 milliards de dollars – ce qui nécessiterait une hausse d'impôts de 2,55 %. Cela représente environ 1 300 dollars pour le travailleur moyen, et cela s'ajoute à la taxe sur les salaires de 15,3 % déjà élevée.

Les conservateurs comprennent généralement l'impact négatif des mandats gouvernementaux et des dépenses fédérales. Cette attitude de longue date est la raison pour laquelle la plupart d'entre eux s'opposent vigoureusement au Family Act. Malheureusement, ces dernières années, certains d'entre eux ont soutenu l'idée d'utiliser les prestations de la sécurité sociale pour financer les congés payés. J'ai couvert cette proposition et toutes les raisons de s'y opposer dans un document publié il y a quelques années avec l'ancien administrateur public de la sécurité sociale et de l'assurance maladie [Charles Blahous](#) et l'ancien commissaire adjoint à la sécurité sociale par intérim Jason Fichtner.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

26/12/2020 07:00